

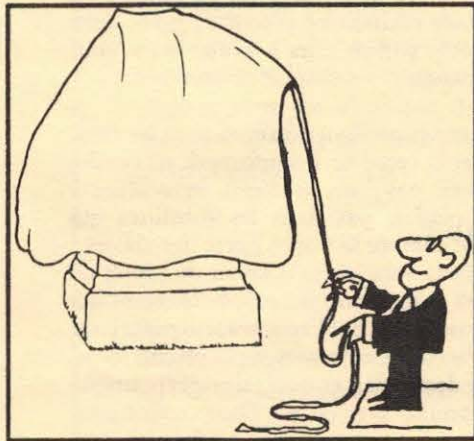
EN MARCHÉ !

Caminando!

Bulletin de réflexion et d'engagement

Vol. 15, n° 4 • décembre 1995

ROMERO 96



**Dévoiler
la vérité**



Pour changer la société

Mgr Romero : «Faire la vérité!»

«Beaucoup de médias qui devraient être au service de la vérité et de la liberté... ne le sont pas!» (2 sept. 1979)

Mgr Romero a vécu dans une situation où la parole n'était plus porteuse de vérité, mais de mensonge; elle se vendait facilement au plus offrant. Et, le pire, c'est qu'elle était amplement diffusée par les moyens de communication sociale (mcs). Les médias ne rendaient pas justice à la vérité; leur silence, manipulation et déformation étaient au service de l'injustice. C'est la situation qu'a rencontrée Mgr Romero et qu'il a dénoncée.

«Ceux qui ont leur plume payée et leur parole vendue abondent... Ne croyez pas ce que vous lisez dans les journaux, ce que vous voyez à la télévision ou ce que vous entendez à la radio!» (18 fév. 1979)

La dernière explication de cette situation mensongère, il la trouvait dans le fait que les mcs étaient effectivement contrôlés par les puissants : «Ils y ont leur entrée sans limites...». Mais il n'y avait pas de place dans la presse pour les paysans, les organisations populaires, l'Église. Ils refusaient même de publier les espaces payés. Et on détruisait avec des bombes les installations de ceux qui voulaient donner une voix au peuple et à l'Église.

Il était clair pour Mgr Romero que les mcs étaient du côté des puissants et hostiles envers le peuple lorsqu'ils manipulaient les faits au point de déformer la vérité. Les médias étaient spécialement dociles quand il s'agissait d'attaquer l'Église ou de passer sous silence toute parole de l'Église qui attaquait les puissants ou qui mettait en danger le système en vigueur.

Enfin, Mgr Romero a dénoncé la complicité des mcs avec la répression. Lorsqu'au début de la première junte, Mgr Romero a vu une certaine possibilité d'honnêteté et de justice dans le pays, il a eu des paroles très dures envers les médias en exigeant d'eux une réparation sérieuse pour tout le mal qu'ils avaient fait.

Mgr Romero a été particulièrement sensible à l'action des médias car, par charisme et profession, pour lui la parole de vérité véhicule un apport exceptionnel à la libération. C'est pourquoi il louangeait les journalistes honnêtes chaque fois qu'il les rencontrait et fustigeait ceux qui reniaient ce qui constitue l'essence même des médias.

Faire la vérité : un absolu

Chez Mgr Romero, comme chez beaucoup d'évêques d'une Église prophétique latino-américaine (Mgr Sergio Mendez Arceo, au Mexique; Mgr Enrique Alvear, au Chili; Mgr Leonidas Proaño, en Équateur; Mgr Pedro Casaldáliga, au Brésil...), «faire la vérité» fait partie de leur annonce de l'Évangile. Ils sont convaincus que, comme pour paraphraser saint Jean, faire la vérité est un chemin qui conduit leur

peuple à plus de vie; c'est aussi un chemin qui libère de l'esclavage produit par ceux qui sont au service du mensonge dans la société.

La vérité dans ce sens n'est pas une idée abstraite ou un jeu intellectuel. Faire la vérité, c'est entrer dans un processus où l'on cherche à enlever les masques qui nous empêchent de voir et de comprendre la réalité dans sa dimension sociale et personnelle. Alors faire la vérité suppose le vouloir être vrai, la disponibilité à accueillir la lumière. Souvent dans les Évangiles, les aveugles voient beaucoup mieux que ceux qui voient. Ainsi, dans saint Luc, l'aveugle sur le bord du chemin, qu'on voulait faire taire, savait qui était Jésus quand il criait : «Jésus, fils de David (c'est-à-dire Messie)...» Et dans l'épisode suivant, c'est le riche Zachée perché sur son arbre qui voulait «voir qui était» Jésus; mais, lui qui voyait, il ne le savait pas! Vérité est quelque chose qui se voit quand on veut voir ce qui se passe réellement autour de nous, dans l'histoire, avec ses côtés parfois durs à avaler ou à voir. Rappelons-nous Emmaüs.

En ce sens, Mgr Romero recueillait constamment les faits, essayant d'en contrôler la véracité. Il s'informait auprès des gens, prenait des notes, pas dans le détail, mais allait à l'essentiel. Il ne se perdait pas dans les subtilités qui embrouillent en fin de compte la vision nette des choses. Et il confrontait ces faits avec ce qu'il savait du projet de Dieu dans sa foi. C'est la mémoire du peuple chrétien qui apporte sa lumière particulière. Et l'Esprit n'est-il pas là pour nous rappeler toutes ces choses, comme nous l'a promis Jésus? Quand Mgr Romero se demandait en quoi tel projet politique était ou n'était pas d'accord avec ce que Dieu voulait pour son peuple, il confrontait les faits avec son vouloir être vrai qui incluait sa fidélité au Dieu de Jésus-Christ. C'est pourquoi il cherchait à interpréter les événements : dans ses homélies, il y a des parties plus abstraites où il commente les Écritures du jour, où il cite les documents de Medellín ou de Puebla, tels textes de Vatican II. Grâce à cela, il peut lire les événements et les transformer en parole limpide invitant à une réponse, à une conversion exprimée dans tel ou tel geste concret de changement dans le sens du respect de la majorité pauvre de son peuple.

Mgr Romero à la fin cherchait toujours une action, un chemin conséquent avec la situation découverte. Il avait le courage de proposer lui-même des voies concrètes personnelles et communautaires. Sa dernière homélie, la plus limpide dans sa dénonciation, allait jusqu'à appeler les militaires et la garde civile à désobéir aux ordres de tuer.

Les témoignages que nous avons de Mgr Romero nous montrent comment il communiquait avec les gens, comment ce «faire la vérité» était pour lui un travail collectif où l'écoute de l'autre était importante et où l'approbation de la foule à la cathédrale venait confirmer la véracité de ce qu'il disait, dans un contexte où la presse déformait les faits quand elle ne les cachait pas tout simplement.

Radio Sumpul : la radio d'après-guerre au Salvador

LOUISE BOIVIN

LES ACCORDS DE PAIX SIGNÉS PAR LE GOUVERNEMENT SALVADORIEN ET LE FRONT FARABUNDO MARTÍ DE LIBÉRATION NATIONALE (FMLN) AU DÉBUT DE 1992 ONT PERMIS LA LÉGALISATION ET L'INSTALLATION DANS LA CAPITALE DES DEUX RADIOS DU FMLN, RADIO FARABUNDO MARTÍ ET RADIO VENCEREMOS. PENDANT CE TEMPS, DANS LES ANCIENNES ZONES DE GUERRE, LES POPULATIONS, SURTOUT COMPOSÉES D'EX-RÉFUGIÉ-E-S OU D'EX-GUÉRILLEROS, SE SONT DONNÉ DES RADIOS COMMUNAUTAIRES QUE LE GOUVERNEMENT REFUSE DE LÉGALISER. RADIO SUMPUL EN EST UN EXEMPLE.

Radio Sumpul est située dans le département de Chalatenango, plus précisément dans la communauté de Guarjila. À la fin de la guerre, Guarjila et d'autres communautés d'ex-réfugié-e-s de la région ont étendu leur effort d'auto-organisation (clinique de santé, école, ateliers de production, salle communautaire, etc.) au secteur de la communication.

Fin 1993, avec le soutien de la Fondation Comunica – une ONG salvadorienne spécialisée en communication populaire – et de l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires (AMARC) ainsi que d'ONG canadiennes, Radio Sumpul a pu se doter de tout l'équipement nécessaire pour diffuser au 88,5 FM sur trois régions peuplées d'environ 400 000 personnes : Chalatenango, Cuscutlán et Cabañas. Une équipe de producteurs et de productrices issus des communautés impliquées a acquis la formation de base pour assurer quatre heures de diffusion quotidienne : deux heures le matin et deux heures le soir.

Pourquoi une radio communautaire?

La dynamique d'autogestion, de participation des membres de la communauté aux décisions et aux projets qui les concernent caractérise les communautés de rapatrié-e-s qui ont pu résister aux intempéries (guerre, camps de réfugiés) grâce à la solidarité et à l'entraide. La radio communautaire répond à leur mode d'organisation parce qu'elle est gérée collectivement et parce que ses émissions reflètent les préoccupations de la communauté.

De plus, la radio communautaire constitue une réponse à leur besoin d'avoir accès à un moyen de communication adéquat : dans les anciennes zones de guerre les routes sont en mauvais état, les services de téléphone ne sont pas accessibles et les bureaux de poste sont rares.

Plusieurs projets de radios nommées communautaires, populaires, rurales ou participatives sont nés après la guerre, soit dans les anciennes zones de conflit ou ailleurs dans le pays. Seule Radio Segundo Montes, située dans la communauté du même nom (région de Morazán), existait déjà.

Une campagne internationale de pression (lettres, fax) a été menée afin que Radio Sumpul et les autres radios communautaires obtiennent un permis de diffusion. Aucune station n'a pu obtenir ce permis dont la régie est assurée par ANTEL, l'agence gouvernementale des télécommunications, mais elles sont cependant tolérées : aucune ne s'est fait saisir son équipement ou n'a été empêchée d'émettre.

Combien de temps ces radios communautaires, qui contrastent avec les radios commerciales possédées par l'oligarchie et avec la radio de l'armée, seront-elles tolérées par le gouvernement dirigé par le parti d'extrême-droite ARENA? Personne ne saurait le dire, d'autant plus que certains secteurs de l'Association des radios commerciales exercent des pressions pour qu'elles soient fermées.

Néanmoins, un Salvadorien impliqué dans l'implantation de Radio Sumpul a déclaré qu'à cause de son enracinement dans la communauté, Radio Sumpul est «inexpugnable», mot qui signifie d'après le dictionnaire «qu'on ne peut prendre par la force».

Jean-Louis Gagnon, non-prophète dans son pays

JOËLLE CHEVRIER

LE «CAS» JEAN-LOUIS GAGNON, COMME AIMAIT L'APPELER EN 1958 ANDRÉ LAURENDEAU, JOURNALISTE AU DEVOIR, N'EST PAS ORDINAIRE. MISE À PART SON IMPLICATION POLITIQUE, M. GAGNON A ÉTÉ, AU COURS DE SA LONGUE CARRIÈRE DE JOURNALISTE, RÉDACTEUR EN CHEF DE L'ÉVÉNEMENT DE QUÉBEC, DE LA PRESSE ET DU NOUVEAU JOURNAL. DEPUIS UNE DIZAINE D'ANNÉES, IL EST FORT OCCUPÉ : IL A PUBLIÉ TROIS TOMES DE SES MÉMOIRES, LES APOSTASIES, ET UN ESSAI CRITIQUE SUR LES COMMUNICATIONS, LES ENFANTS DE McLuhan. IL NOUS PARLE DU NOUVEAU JOURNAL «NÉ À L'AUTOMNE ET MORT AU PRINTEMPS», FONDÉ À L'ÉPOQUE CHARNIÈRE DE LA RÉVOLUTION TRANQUILLE. ET À TRAVERS CETTE EXPÉRIENCE, IL NOUS FAIT PART DE SA VISION DE CE QUE DEVRAIT ÊTRE LE JOURNALISME ET DES EFFORTS QU'IL FAUT INVESTIR POUR AVOIR VOCATION POUR CE MÉTIER PASSIONNANT.

D'où est venue l'idée de fonder Le Nouveau Journal?

C'est qu'au conseil d'administration de *La Presse*, il y avait un affrontement entre la présidente, Mme DuTremblay, et ses neveux qui voulaient avoir plus d'argent et qui s'opposaient constamment à certains changements. Alors, à un moment donné, Mme DuTremblay en a eu marre. Elle nous a téléphoné, à moi et à Jacques Bélanger qui était membre du conseil d'administration de *La Presse* et, tous les trois, nous avons fondé *Le Nouveau Journal*.

De quels changements s'agissaient-ils?

Nous voulions aller plus loin dans la réforme que nous avions entreprise à *La Presse*. La mise en page avait changé, les attributions étaient modifiées, de même que le statut du rédacteur en chef. En tant que rédacteur en chef, j'avais demandé le contrôle absolu sur la salle de rédaction, ce qui veut dire qu'il ne pouvait y avoir de conflits entre le conseil d'administration et la direction que je donnais au journal. Il n'y avait pas eu de changements à ce niveau-là. Alors, nous avons quitté *La Presse* et 30 journalistes nous ont suivis. J'ai raconté tous ces événements dans mes Mémoires, *Les Apostasies*, que vous n'avez pas lus sans doute.

Non je...

Bien justement, les gens ne lisent pas et puis ils m'interviewent!

Je me suis appuyée sur ce que vous aviez écrit lors des première et dernière parutions du Nouveau Journal le 5 septembre 1961 et le 21 juin 1962 et sur l'entrevue que vous aviez accordée à la revue RND. À propos de la fondation du Nouveau Journal, vous disiez en 1961 qu'il était conçu pour le Canadien français, qu'il s'adressait à toute la famille et qu'il servait les intérêts d'une société attachée à sa culture émanant de la tradition française et chrétienne...

Nous voulions conserver les éléments qui avaient fait le succès de *La Presse* et, en même temps, ajouter des éléments d'un journal nouveau. Par exemple, il devait y avoir une grande impartialité quant à l'information. Pour ce faire, j'avais décidé d'attacher plusieurs collaborateurs extérieurs – ce qui ne se faisait pas à *La Presse* –, six hommes et six femmes, douze sons de cloches différents. D'autre part, il y avait une colonne réservée non pas pour l'éditorial mais pour un commentaire, une colonne explicative pour les nouvelles internationales ou pour les grandes nouvelles de la politique locale. Et, en plus, nous voulions faire entendre l'opposition, alors nous avons fait appel à des écrivains reconnus pour qu'ils puissent exprimer leurs opinions et contrebalancer ainsi l'éditorial. Donc, on a démocratisé le journal.

Le Nouveau Journal était un journal indépendant?

En effet, ce sont les partis politiques qui contrôlaient les journaux à cette époque. *L'Événement* était un journal

libéral, *The Gazette* était conservateur et *The Star*, libéral. C'était comme ça à travers tout le Canada et toute l'Europe. Cela a cessé d'être, mais les journaux sont devenus les organes des annonceurs et ceux-ci sont plus durs que les partis. En somme, on n'y a pas gagné.

Lorsque vous avez fermé les portes du Nouveau Journal, vous avez dit qu'il «avait marqué un progrès pour l'ensemble du journalisme de langue française». De quelle façon?

D'abord, la couverture de l'information avait changé. Par exemple, à *La Presse*, il n'y avait jamais rien sur le séparatisme, il fallait expliquer la venue de ces courants d'idées. En même temps, on se battait pour le droit de vote des femmes et il fallait prendre position là-dessus. On faisait écho sur ce qui se passait à l'intérieur des classes moyennes, prolétariennes. Bref, on sortait l'information.

Vous avez souhaité aussi que ceux qui demeuraient poursuivent la lutte que vous aviez menée «pour que le peuple soit respecté par ceux qui ont le devoir de l'informer». Est-ce que vous trouvez qu'aujourd'hui, on respecte le public et qu'on l'informe bien?

Non, les journalistes ont des opinions qui ressortent de l'information qu'ils nous font parvenir. Ils ne sont pas impartiaux.

Et les annonceurs, qu'ont-ils à voir dans la qualité de l'information?

Ils bombardent les journaux de communiqués, et c'est une façon de manipuler l'opinion du journal. Au lieu de courir la nouvelle et de juger de ce qui se passe, les journalistes utilisent ces communiqués comme sources d'information à l'état pur. J'en parle dans mon dernier livre *Les Enfants de McLuhan*.

Vous reprochez aux journalistes de manquer de sens critique et d'analyse?

Exactement, ils ne font pas de recherche. Par paresse, ils ne courent plus après la nouvelle. Les journaux se font par coups de communiqués.

Croyez-vous que la mondialisation des médias va affecter la qualité de l'information?

Chaque progrès contient des éléments de dégradation, cela dépend de l'usage que l'on en fait. Si vous êtes médecin et

ne pensez qu'à l'argent, vous ne serez qu'un bon technicien, mais pas un bon médecin dans le sens classique du terme.

Mais vous reprochez aux journaux de s'américaniser.

Dans les grands journaux européens, *The Times*, *Le Monde*, l'information est substantielle. Moins ils deviennent européens, moins ils tiennent compte des valeurs européennes sur lesquelles l'Amérique a été construite. Il y a 1 600 quotidiens aux États-Unis. Combien instruisent le lecteur? La page un des journaux, c'est le dernier bulletin de nouvelles de la veille à la télévision. Ils ne sont pas des instruments d'information mais de divertissement.

Vous parliez de la morale laïque lors de votre entrevue à RND en octobre 1995...

La morale laïque, c'est un tout qui va de l'école primaire jusqu'à la mort. À l'école publique, les enseignants ne font pas le travail qu'ils devraient faire. On ne forme pas le caractère des enfants, on n'est pas assez exigeant pour le français écrit. Il n'y a plus de sens des responsabilités, personne n'est responsable de rien et ne se rend responsable de son voisin.

Pour les journalistes, quelle est cette responsabilité?

Elle est dans leur formation, dans leur capacité d'écrire et dans leur savoir. Pour juger de l'état d'une société, il faut avoir lu beaucoup, il faut connaître beaucoup. Aujourd'hui, l'ignorance règne. Je ne veux pas être indiscret, mais combien de livres lisez-vous par semaine?

!!!... bien, je ne lis pas les livres au complet...

L'instruction, c'est une chose, et la culture en est une autre. Même les universités sont devenues des super-écoles techniques. Vous devez sortir de l'université avec des connaissances nécessaires pour la pratique du métier que vous avez choisi, mais aussi avec une conscience et une formation culturelle qui vous permettent d'alimenter cette conscience.

Vous n'êtes pas très optimiste?

Non, je ne suis pas très optimiste. J'espère qu'on fera un retour vers les classiques, vers les grands penseurs grecs, chinois et ainsi de suite. La réforme de l'enseignement au secondaire et au Cégep, espérons que ça changera quelque chose.

L'avenir appartient aux médias écrits communautaires

YVAN NOÉ GIROUARD
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ASSOCIATION
DES MÉDIAS ÉCRITS COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC

À UNE ÉPOQUE OÙ LES GRANDS MÉDIAS NOUS SERVENT UNE INFORMATION INSTANTANÉE, L'ACTUALITÉ LOCALE SE TROUVE DE PLUS EN PLUS BANALISÉE DANS LES FAITS DIVERS. HEUREUSEMENT, UNE NOUVELLE PERSPECTIVE SE DESSINE, CELLE DE LA PRESSE COMMUNAUTAIRE PAR LAQUELLE LA POPULATION SE RÉAPPROPRIE L'INFORMATION.

«Un journal communautaire est une entreprise de communication de masse à but non lucratif, à propriété collective et à gestion démocratique, dont les objectifs sont de fournir un service local d'information, d'animation et de soutien aux dynamismes économiques, culturels et sociaux.» Telle est la définition que donne d'un journal communautaire le ministère de la Culture et des Communications du Québec. Il existe au Québec près d'une centaine de journaux correspondant à cette définition dont 77 sont membres de l'Association des médias écrits communautaires du Québec.

Profil des artisans de la presse communautaire

Selon une évaluation effectuée par l'AMECQ, on dénombre près de 1 200 bénévoles oeuvrant dans l'ensemble de la presse communautaire. Les raisons qui ont incité ces personnes à la rédaction d'un journal se concentrent sur la nécessité de véhiculer l'information locale auprès des citoyens. Pour certaines d'entre elles, le but poursuivi est de servir à travers leur journal les intérêts des organismes du milieu en vue de publier les activités et événements

futurs. Pour d'autres, c'est la collaboration au développement économique et urbain de leur municipalité, par l'implication et le rapprochement des citoyens.

Ces bénévoles sont à 75 % des femmes dont la moyenne d'âge se situe entre 35 et 50 ans et dont le degré de scolarité se situe à 42 % au niveau des études secondaires. Le revenu familial de ces bénévoles est, dans une proportion de 78 %, inférieur à 35 000 \$ par année. Ces bénévoles sont en général des employé-e-s de bureau et d'organismes communautaires, des technicien-ne-s de toutes sortes, des enseignant-e-s à la retraite, des mères de famille n'occupant pas d'emploi à l'extérieur de la maison, des chômeurs et chômeuses et des personnes assistées sociales.

Taux de pénétration

En ce qui concerne les informations à privilégier, les journaux communautaires priorisent la publication d'actualités locales ainsi que les comptes rendus des séances du conseil municipal. Ils favorisent également les entrevues avec des personnalités du milieu qui se sont démarquées par la réalisation

d'une action extraordinaire. Pour d'autres, on constate que le journal communautaire constitue un moyen d'expression d'opinions et de transmission d'idées.

Selon le sondage effectué par l'AMECQ, 89 % des répondants sont persuadés que le journal communautaire reflète bien le milieu dans lequel ils vivent et 77 % d'entre eux croient que le journal communautaire les informe mieux sur les activités locales que n'importe lequel des médias d'information. Le sondage permet également de constater que 86 % des gens qui reçoivent le journal le lisent à chaque parution, 53 % des répondants consacrent plus d'une demi-heure à sa lecture et 65 % des lecteurs affirment même le lire en entier. Quant au contenu du journal, 94 % des lecteurs se disent satisfaits des textes qu'ils y trouvent.

Problématique des journaux communautaires

La publication d'un journal communautaire ne se fait pas sans heurt. Les principales difficultés rencontrées sont reliées bien sûr au financement. Un journal communautaire s'autofinance principalement grâce à trois sources de revenus: la vente de publicité, la levée de fonds et l'octroi de différentes subventions. Aucune de ces avenues n'est facile. Le manque de relève et le recrutement des bénévoles sont aussi des difficultés souvent rencontrées, ce n'est pas évident d'aller chercher des personnes qui n'ont jamais collaboré à la rédaction d'un journal.

Le manque de connaissances en conception graphique et la difficulté pour des bénévoles à faire du journalisme sont également d'autres difficultés auxquelles les journaux communautaires se butent. Que dire également des nombreux cas de censure rencontrés dans des municipalités où le maire menace carrément de couper l'aide financière apportée à un

journal si une information qui déplaît est alors publiée. Voilà autant de difficultés que doivent surmonter les journaux communautaires.

Rôle de l'Association

Pour venir en aide aux artisans de la presse communautaire, l'AMECQ offre à ses membres des services de soutien et de formation. La formation offerte aux membres est axée sur les principales étapes de production d'un journal: la gestion, l'écriture journalistique, la mise en page et la vente de publicité. Aussi, l'AMECQ représente ses membres auprès de différentes instances, particulièrement dans le domaine des communications, dans le milieu communautaire et les institutions gouvernementales.

En plus, les membres de l'AMECQ peuvent compter sur les services suivants: le Réseau de placements médias (RPM), l'Agence de vérification de la distribution par assermentation (AVDA), le Service de presse, l'analyse des journaux, l'émission d'une carte de presse, la tenue d'un congrès annuel et de rencontres régionales. Aussi, l'AMECQ publie un bulletin de liaison *L'Amecqdote*, ainsi que le *Répertoire des membres*, *La Revue des Prix de l'AMECQ*, le magazine interculturel *Mosaïque*, le *Guide ressources de la presse communautaire* et diverses brochures de formation.

Les journaux communautaires sont en voie de développement au Québec et répondent à un besoin là où la population ne se reconnaît pas dans les médias traditionnels. Les gens prennent en main l'information locale en se dotant d'un outil de communications qui leur appartient. Avec une association forte de quinze années d'existence, il est permis de croire que l'avenir appartient aux médias écrits communautaires.

Les radios communautaires, des radios pas comme les autres

JOËLLE CHEVRIER

EN 1973, LA PREMIÈRE RADIO COMMUNAUTAIRE CANADIENNE VOYAIT LE JOUR À L'UNIVERSITÉ LAVAL À QUÉBEC. L'IDÉE DE CETTE RADIO NOUVEAU GENRE A GERMÉ AU COURS DES ANNÉES 1970 DANS UN MOUVEMENT DE SOLIDARITÉ OÙ LE COMMUNAUTAIRE ÉTAIT EN PLEINE EFFERVESCENCE. DEPUIS, 25 AUTRES ONT ÉLU DOMICILE DANS LES DIFFÉRENTES RÉGIONS DE LA BELLE PROVINCE, ET PLUS DES TROIS QUARTS FONT PARTIE DE L'ASSOCIATION DES RADIOS COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC, L'ARCQ. MAIS QU'ONT-ELLES DE DIFFÉRENT CES RADIOS QUI POUSSENT À L'OMBRE DES CKAC ET DES CKOI MF? CE SONT LES GENS À QUI ELLES PARLENT ET LES ARTISANS ET LES ARTISANES QUI TRAVAILLENT DERRIÈRE ET DEVANT LE MICRO QUI FONT, ENTRE AUTRES, LA DIFFÉRENCE.

Aujourd'hui, comme il y a 20 ans, les groupes communautaires n'ont pas accès aux médias publics et privés. C'est en raison de cette non-ouverture qu'un groupe de personnes présente au CRTC (Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes) une demande de licence de radiodiffusion. Cependant, ces organismes ne sont pas les seuls à sentir le besoin de se faire entendre et de communiquer avec leur milieu. «*Chaque station développe un modèle selon les besoins locaux de sa population, dit Lucie Gagnon de l'ARCQ. Partir une radio communautaire aux Îles-de-la-Madeleine, ce n'est pas la même chose qu'en partir une à Québec ou à Montréal.*» Celles situées dans les zones urbaines et régionales sont généralement desservies par d'autres médias, mais une partie de la population ne reçoit pas une information adéquate.

Par exemple, Radio Centre-Ville, à Montréal, stipule dans sa Déclaration de principe que «Cinq MF privilégiera l'accès aux ondes aux citoyens et citoyennes du quartier, mais particulièrement à ceux et celles qui sont défavorisé-e-s par rapport aux autres médias d'information. (...) En tout temps, la programmation sera orientée de façon à promouvoir les intérêts des citoyens et des citoyennes à faibles revenus». Cette déclaration de principe affecte non seulement la programmation, mais aussi la politique d'information de la salle de presse: «L'approche sera critique et non sectaire pour fournir une vision globale de la société et pour offrir aux citoyens et aux citoyennes la possibilité de s'orienter dans l'action collective.» La politique d'information de Centre-Ville spécifie également que la neutralité et l'objectivité n'ont pas leur place étant donné la clientèle visée.

D'autre part, CIBL, consœur de la précédente, s'adresse à tous les citoyens et toutes les citoyennes de la Ville aux cent clochers et elle a axé principalement sa politique d'information sur l'actualité municipale. Ainsi, elle a été la

seule radio à couvrir en direct les élections montréalaises en faisant de plus une place aux comités de citoyens et aux groupes populaires.

Mais aux Îles-de-la-Madeleine, le problème est d'un tout autre ordre d'idées puisque CFIM est dite de premier service, c'est-à-dire qu'à part la radio publique, c'est le seul service radiophonique dans la communauté. Il est donc essentiel. Le mandat d'une telle station est plus large et, de ce fait, CFIM a été, entre autres, le pivot d'une campagne de sensibilisation d'un projet d'usine de compostage.

Quoique différentes par leur utilité et par leur utilisation, les radios communautaires sont, pour l'ARCQ, des «organismes à but non lucratif, indépendants, gérés et soutenus par une communauté». L'ensemble de ces radios compte ainsi dans leur rang plus de 18 000 membres. Alors que certaines radios restreignent le membership aux bénévoles actifs, d'autres l'ouvrent à l'ensemble de la population, comme c'est le cas à CIBL qui compte 1 500 membres dans ses rangs. En plus des membres, des milliers de bénévoles s'affairent à réaliser des émissions chaque semaine. Le membership et la participation des bénévoles sont par conséquent des facteurs qui différencient les médias communautaires des médias commerciaux, mais ce ne sont pas les seuls: le conseil d'administration est élu à l'assemblée générale de la radio par les membres.

Si la survie de ces radios spéciales repose en partie sur les personnes qui la fréquentent et qui l'écoutent, pour l'ARCQ leur avenir repose en partie aussi sur la qualité de l'information locale et régionale. Ainsi, cette association a pavé la voie de l'autoroute électronique lors de son dernier congrès, *La Voie des régions: l'autoroute de l'avenir*, qui s'est tenu au mois de novembre 1995. On rêve de créer un réseau d'information qui réunira toutes les radios communautaires du Québec.

La liberté la moins respectée

AMID GMATI, JOURNALISTE INDÉPENDANT

«TU VAS MOURIR. SI CE N'EST PAS AUJOURD'HUI, SOIS SÛR QUE CE SERA DEMAIN! ET TA MORT SERA INSCRITE DANS LES PAGES GLORIEUSES DU MOUVEMENT ISLAMIQUE.» CETTE MENACE ADRESSÉE À PLUSIEURS DIZAINES DE JOURNALISTES ALGÉRIENS A ÉTÉ MISE À EXÉCUTION UNE TRENTAINE DE FOIS, EN MOINS DE DEUX ANS. LES JOURNALISTES ALGÉRIENS ONT PAYÉ CHER LEUR APPARTENANCE AU DOMAINE DE L'INFORMATION. ET ILS NE SONT PAS LES SEULS À LE FAIRE. POUR LA SEULE ANNÉE 1993, 63 JOURNALISTES ONT ÉTÉ TUÉS¹, UN PEU PARTOUT DANS LE MONDE : 30 EN EUROPE DONT 17 DANS L'EX-URSS, 19 EN AFRIQUE, 10 EN AMÉRIQUE LATINE, 3 EN ASIE... EN 1994, ON COMPTAIT 124 JOURNALISTES EMPRISONNÉS DANS DES PAYS AUSSI DIFFÉRENTS QUE LA CHINE (21), LA TURQUIE (15), LA SYRIE (10), LE VIETNAM (9), CUBA (4), KOWEÏT (8), L'IRAK (9), LA CORÉE DU SUD, LA CORÉE DU NORD, L'INDONÉSIE, L'ÉTHIOPIE, L'UKRAINE, L'INDE, LE PÉROU...

La liberté de presse est encore un voeu pieux dans un grand nombre de pays, spécialement dans le Tiers-Monde où la circulation de l'information, à l'interne comme à l'externe, reste toujours en devenir. Paradoxalement, même là où le respect des droits de la personne et des libertés a fait quelques progrès et où la démocratisation de la vie politique fait de timides apparitions, l'information demeure un enjeu de taille sur lequel on ne fait aucune concession. Certains régimes consentent à se démocratiser, introduisant le multipartisme et acceptant la pluralité d'opinions, mais ils sont beaucoup plus réticents dès lors qu'il s'agit de diversifier les sources d'information ou de respecter la liberté de presse. Aucune évolution ne s'est faite au niveau de la conception de l'information et du rôle des médias et des journalistes. Dans un grand nombre de pays, l'information est un moyen d'exercer le pouvoir, un outil pour «éduquer» et transmettre les directives : l'aspect propagande est privilégié. La liberté de presse est partout tolérée (sur papier) mais on met tellement d'entraves à son exercice qu'elle se trouve vidée de toute réalité. Tout article, tout reportage, qui n'ont pas l'heur de plaire au pouvoir en place, valent à leurs auteurs des accusations graves telles que «incitation au désordre et menace à la paix publique», ou tout simplement «diffamation». Mais on prend soin de ne pas définir la diffamation.

Au Nigéria, par exemple, où les journaux privés et indépendants semblaient garantir une certaine liberté de presse, les médias se sont trouvés au centre des campagnes répressives des militaires au pouvoir. Ainsi, au printemps 1993, le rédacteur en chef du journal d'opposition *Reporter*, Aliyu Hayatu, a été arrêté et emmené au centre du pays et les locaux de son journal furent fermés; sans aucune explication officielle. Il avait écrit un éditorial imputant au chef de l'État d'alors, le général Ibrahim Babandiga, la responsabilité des désordres dans le pays. Et il s'est retrouvé

avec la fameuse accusation d'«incitation au désordre». D'autres ont dû faire face à l'accusation d'«outrage à magistrat» pour avoir publié une entrevue peu flatteuse d'un juge. L'éditeur de *Newsday* fut arrêté pour un article insinuant que le chef de l'État était officieusement responsable d'une campagne d'affichage demandant 4 années supplémentaires de gouvernement militaire. Dans ce pays, les cambriolages des locaux de médias de l'opposition et indépendants, les saisies, les arrestations de leurs responsables ne se comptent plus. En mai 1993, un décret «sur la trahison et les actes séditieux» permet la condamnation à la peine de mort «quiconque aura comploté par la parole ou l'écrit, en vue de perturber le fonctionnement normal de la république fédérale».

En Algérie, du fait de la guerre que se livrent les islamistes et le pouvoir, les journalistes se trouvent pris entre deux feux. D'un côté, les islamistes les pourchassent, s'en prennent à leur famille et les assassinent. De l'autre, le pouvoir multiplie les fermetures de journaux, les saisies, les suspensions d'émissions, les censures et les arrestations. «On ne fait pas de scoop avec le sang des martyrs», a déclaré un membre du gouvernement algérien. Lors des récentes élections présidentielles, un certain nombre de journalistes ont été arrêtés et pas seulement parmi les sympathisants des islamistes.

Ces deux pays n'ont pas l'exclusivité de présenter une situation aussi déplorable de l'information et des journalistes. En fait, on serait tenté de dire que la volonté de contrôler l'information est la chose au monde la mieux partagée (moins dans les pays démocratiques, même si là aussi, les injonctions judiciaires de non-publication de certaines informations relèvent de cette volonté de contrôle). Même dans l'Allemagne réunifiée, on a enregistré des agressions contre des journalistes de la part de mouvements d'extrême-

droite, de même que des entraves à la diffusion de l'information (l'hebdomadaire *Der Spiegel* s'est vu interdire par les tribunaux la publication d'enquêtes sur des «affaires» impliquant des hommes politiques). Au fil des années toute une panoplie d'actions contre les organes de presse et contre les journalistes a été développée pour atteindre cet objectif. On peut les regrouper, comme le fait Reporters sans frontières, en 6 catégories révélant jusqu'à quel degré d'arbitraire et d'injustices certains régimes et groupes d'intérêt sont capables d'aller pour brimer les hommes de l'information et réduire la liberté de presse.

- 1- La mesure la plus barbare est l'assassinat pur et simple, déclaré et revendiqué comme en Algérie, camouflé comme dans d'autres pays (Turquie, ex-URSS, Philippines ou Chine) ou commandité (recours à des tueurs à gages en Colombie, Guatemala ou Pérou). Aussi draconiennes, sont les disparitions de journalistes (Chine).
- 2- Les agressions et les violences physiques sont courantes ainsi que les arrestations, les détentions arbitraires et la torture. La plupart se font sans explication aucune comme en Lybie qui détient le triste privilège d'avoir le doyen des journalistes emprisonnés, Abdallah Ali Es-Snoussi Al Darrat, incarcéré depuis 1973 sans procès ni inculpation. D'autres officialisées conduisent à des condamnations disproportionnées par rapport à l'acte reproché : en Iran le caricaturiste Manouchak Kariazedah doit passer 10 ans en prison pour le dessin d'un religieux jouant au soccer. Souvent les journalistes sont torturés non pas pour leur faire avouer un quelconque méfait, mais surtout pour les avilir et les «casser» physiquement et psychologiquement. Parmi les sévices sélectionnés le viol figure en bonne place et il est infligé aussi bien aux femmes qu'aux hommes.
- 3- Mais avant d'en arriver là, on tente de parvenir aux mêmes résultats par les menaces et harcèlement psychologique. Les appels et les lettres anonymes promettent toutes sortes d'atrocités aux journalistes et aux membres de leur famille. Dans des pays comme l'Égypte ou la Tunisie, les islamistes ont pris comme cibles les journalistes particulièrement les femmes à qui on promet de séduisants sévices corporels et psychiques si elles continuent à défendre leurs opinions. Ici même à Montréal, ils s'en sont pris à des journalistes originaires du Maghreb. Pour briser psychologiquement et professionnellement les journalistes récalcitrants, on les interdit d'antenne et d'écriture, on les censure et on les pousse à l'autocensure. Ces méthodes sont moins visibles mais autrement plus dévastatrices sur l'équilibre du journaliste.
- 4- Il y a aussi les pressions d'ordres administratif, économique et juridique: mutations, suspensions, mises

«au frigo», limogeages, tentatives de corruption, interdiction de quitter le territoire, refus de passeport. Aux Philippines, le journaliste Roméo Legaspi est disparu puis retrouvé carbonisé alors qu'il était jugé pour un éditorial sur la corruption policière.

- 5- Les entraves à la diffusion de l'information se font à l'interne comme à l'externe. Les journaux, surtout ceux de l'opposition et les indépendants, sont saisis et interdits sous n'importe quel prétexte; leurs locaux font l'objet de perquisitions, d'enquêtes fiscale et financière et de procès à connotation politique. En Mauritanie où la presse privée est la seule liberté acquise, les journaux doivent avoir l'autorisation de publication du ministère de l'Intérieur; le délai est de 5 heures mais il n'est jamais respecté par l'administration. Les textes législatifs garantissent les libertés y compris la liberté d'expression, la liberté de presse et de publication. Mais il est stipulé qu'il faut aviser le ministère de l'Intérieur lequel délivre un reçu. À défaut de quoi aucun imprimeur ne prendra le risque d'imprimer un journal. Quant aux médias audiovisuels, il leur reste énormément de chemin à faire sur la voie de la privatisation. Dans certains pays la télédiffusion est un monopole d'État et les seules radios et télévisions qui existent sont au service du gouvernement et ne servent que de caisse de résonance. Une des rares stations de radio privée qui a vu le jour au Maroc, *MIDI 1*, est sous haute surveillance et mesure le ton et le genre d'informations qu'elle diffuse.

Dans ce système, les journalistes étrangers, correspondants ou envoyés spéciaux n'échappent pas aux pressions qui peuvent aller de la saisie de matériels ou des éditions de journaux jusqu'à l'expulsion, voire aux arrestations.

Mais il faut croire qu'il est impossible d'arrêter la circulation de l'information. Malgré toutes les exactions, les interdits, les saisies, la population de ces pays développe un système adapté pour accéder à cette information; par le recours aux radios avoisinantes ou lointaines: dans les pays du Maghreb, les radios d'Espagne, de France, d'Italie et même des USA comptent un grand nombre d'auditeurs réguliers et fidèles, avides de nouvelles sur ce qui se passe dans leur propre pays. Et puis il y a ce phénomène bien particulier, celui de la rumeur, «le téléphone arabe» devenu, par la force des choses, un journal où l'on apprend la nouvelle, où l'on commente et analyse et où l'on fait un pied de nez à tous les censeurs.

¹ Les données chiffrées sont tirées du rapport 1994 de «Reporters sans frontières»

Le système PPII

Planétaire, permanent, immédiat et immatériel

PAR IGNACIO RAMONET
(TIRÉ DE *MANIÈRE DE VOIR*, AOÛT 1995)

DANS LES DÉMOCRATIES ACTUELLES, DE PLUS EN PLUS DE CITOYENS LIBRES SE SENTENT ENGLUÉS, POISSÉS PAR UNE SORTE DE VISQUEUSE DOCTRINE QUI, INSENSIBLEMENT, ENVELOPPE TOUT RAISONNEMENT REBELLE, L'INHIBE, LE TROUBLE, LE PARALYSE ET FINIT PAR L'ÉTOUFFER. CETTE DOCTRINE, C'EST LA «PENSÉE UNIQUE», LA SEULE AUTORISÉE PAR UNE INVISIBLE ET OMNIPRÉSENTE POLICE DE L'OPINION.

L'ARROGANCE, LA MORGUE ET L'INSOLENCE DE CETTE DOCTRINE ONT ATTEINT UN TEL DEGRÉ DEPUIS LA CHUTE DU MUR DE BERLIN, L'EFFONDREMENT DES RÉGIMES COMMUNISTES ET LA DÉMORALISATION DU SOCIALISME QU'ON PEUT, SANS EXAGÉRER, QUALIFIER CETTE NOUVELLE FUREUR IDÉOLOGIQUE DE MODERNE DOGMATISME.

Qu'est-ce que la pensée unique?

La traduction en termes idéologiques à prétention universelle des intérêts d'un ensemble de forces économiques, celles, en particulier, du capital international. Elle a été, pour ainsi dire, formulée et définie dès 1944, à l'occasion des accords de Bretton Woods. Ses sources principales sont les grandes institutions économiques et monétaires – Banque mondiale, Fonds monétaire international, Organisation de coopération et de développement économiques, Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), Commission européenne, Bundesbank, Banque de France, etc. –, qui, par leur financement, enrôlent au service de leurs idées, à travers toute la planète, de nombreux centres de recherche, des universités, des fondations, lesquels à leur tour, affinent et répandent la bonne parole.

Celle-ci est reprise et reproduite par les principaux organes d'information économique, notamment par les «bibles» des investisseurs et des boursiers – *The Wall Street Journal*, *The Financial Times*, *The Economist*, *Far Eastern Economic Review*, l'agence Reuter, etc. –, propriétés, souvent, de grands groupes industriels ou financiers. Un peu partout, des facultés de sciences économiques, des journalistes, des essayistes, des hommes politiques enfin, reprennent les principaux commandements de ces nouvelles tables de la loi et, par le relais des grands médias de masse, les répètent à satiété. Sachant pertinemment que, dans nos sociétés médiatiques, répétition vaut démonstration.

Les commandements de la pensée unique

Le premier est d'autant plus fort qu'un marxiste distrait ne le renierait point: l'économique l'emporte sur le politique. C'est en se fondant sur un tel principe que, par exemple, un

instrument aussi important dans les mains de l'exécutif que la Banque de France a été, sans opposition notable, rendu indépendant en 1994 et, en quelque sorte, «mis à l'abri des aléas politiques... La Banque de France est indépendante, apolitique et transpartisane», affirme en effet son gouverneur qui ajoute cependant: «Nous demandons de réduire les déficits publics... et nous poursuivrons une stratégie de monnaie stable.» Comme si ces deux objectifs n'étaient pas politiques!

Au nom du «réalisme» et du «pragmatisme», l'économie est placée au poste de commandement. Une économie débarrassée, il va de soi, de l'obstacle du social, sorte de gangue pathétique dont la lourdeur serait cause de régression et de crise.

Les autres concepts-clés de la pensée unique sont connus:

- le marché, dont la «main invisible corrige les aspérités et les dysfonctionnements du capitalisme», et tout particulièrement les marchés financiers, dont «les signaux orientent et déterminent le mouvement général de l'économie»;
- la concurrence et la compétitivité, qui «stimulent et dynamisent les entreprises, les amenant à une permanente et bénéfique modernisation»;
- le libre-échange sans rivages, «facteur de développement ininterrompu du commerce et donc des sociétés»;
- la mondialisation, aussi bien de la production manufacturière que des flux financiers;
- la division internationale du travail, qui «modère les revendications syndicales et abaisse les coûts salariaux»;
- la monnaie forte, «facteur de stabilisation»;
- la déréglementation;
- la privatisation;
- la libéralisation, etc.

Toujours «moins d'État»; un arbitrage constant en faveur des revenus du capital au détriment de ceux du travail. Et une indifférence à l'égard du coût écologique.

La répétition constante, dans tous les médias, de ce catéchisme par presque tous les hommes politiques, de droite comme de gauche, lui confère une telle force d'intimidation qu'elle étouffe toute tentative de réflexion libre, et rend fort difficile la résistance contre ce nouvel obscurantisme.

On en viendrait presque à considérer que les 17,4 millions de chômeurs européens, le désastre urbain, la précarisation générale, les banlieues en feu, le saccage écologique, le retour des racismes et la marée des exclus sont de simples mirages, des hallucinations coupables, fortement discordantes dans ce meilleur des mondes qu'édifie pour nos consciences anesthésiées, la pensée unique.

L'idéologie de la communication remplace celle du progrès

Insensiblement, en effet, des paradigmes nouveaux sont venus structurer la manière de penser la réalité en cette fin de siècle. À l'instar d'une idéologie dominante, ils s'infiltrèrent partout, s'imposent comme naturels, et sont repris en boucle par les grands médias de masse (télévision, radio, presse), par une grande part des «élites», des faiseurs d'opinion et des partisans de cette pensée unique.

Les principaux paradigmes sont au nombre de deux. Le premier est la **communication**. Celle-ci a tendance à remplacer, peu à peu, la fonction d'un des paradigmes majeurs des deux derniers siècles : le progrès. De l'école à l'entreprise, du gouvernement à la justice, dans tous les domaines et pour toutes les institutions, un seul mot d'ordre désormais : il faut communiquer.

Le remplacement de l'idéologie du progrès par celle de la communication entraîne des bouleversements de tous ordres. Notamment, cela conduit certains dirigeants à rejeter ouvertement des objectifs sociaux de première importance, établis par la devise républicaine d'«égalité» et de «fraternité». Cela brouille aussi la mission même du pouvoir exécutif, qui voit ce nouveau paradigme mieux accompli, mieux réalisé, mieux mis en oeuvre par les médias que par lui-même. D'où la rivalité majeure, et de plus en plus grinçante, entre pouvoirs et médias de masse.

Les lois du marché expliquent la société

L'autre paradigme est le **marché**. Il remplace celui de machine, d'organisation dont les mécanismes et le fonctionnement assuraient l'évolution d'un système. À la métaphore mécanique, héritée du XVIII^e siècle, succède la métaphore économique et financière. Tout, désormais, doit se réguler (ou se déréguler) selon les critères du marché, au premier rang desquels : le profit, les bénéfices, la rentabilité, la concurrence, la compétitivité. Les «lois» du marché succèdent aux lois de la nature, ou de l'histoire, comme explication générale du mouvement des sociétés. Là aussi, seuls les plus forts l'emportent, en toute légitimité. Darwinisme économique et darwinisme social (appels constants à la compétition, à la sélection, à l'adaptation) s'imposent comme allant de soi.

À cet égard, le modèle à imiter est fondamentalement celui des marchés financiers. Ils sont au coeur du «système PPII», vers lequel tendent désormais, grâce, notamment aux nouvelles technologies de l'information et de la communication et aux nouveaux réseaux électroniques tous les secteurs d'activité.

Qu'est-ce que le système PPII?

Celui qui est **planétaire, permanent, immédiat et immatériel**. Quatre caractéristiques qui rappellent les quatre principaux attributs de Dieu lui-même. Et, de fait, ce système s'érige en moderne divinité, exigeant soumission, foi, culte et nouvelles liturgies. Tout a désormais tendance à s'organiser en fonction des critères PPII : valeurs boursières, valeurs monétaires, information, programmes de télévision, multimédia, cyberculture, etc. C'est pourquoi on parle tant de «globalisation» ou de «mondialisation».

Le modèle des marchés financiers impose comme science de référence non plus les sciences naturelles, la mécanique newtonienne ou la chimie organique, mais le calcul des probabilités, la théorie des jeux, la théorie du chaos, la logique floue et les sciences du vivant. Hasard, incertitude, désordre sont devenus des paramètres forts pour mesurer la nouvelle harmonie du monde.

Aussi est-il choquant de constater à quel point, ici et là, au Nord comme au Sud, des intellectuels, des scientifiques et des créateurs n'hésitent pas à dénoncer le consensus asphyxiant et à engager le combat intellectuel. Ils résistent, contestent, se rebellent. Ils proposent d'autres arguments, d'autres thèses pour échapper au contrôle des esprits et pour aider à transformer le monde. Ils nous aident ainsi à mieux comprendre le sens de notre temps.

Mgr Romero, communicateur

TÉMOIGNAGES TIRÉS DE *PIEZAS PARA UN RETRATO*

1. À cause de la participation

« Mgr Romero était connu par ses programmes à la radio non seulement à San Miguel, mais dans toute la province de Oriente... Beaucoup de gens lui écrivaient pour lui demander des conseils, de l'aide, de l'information sur tel sujet ou lui envoyer des dons pour ses œuvres de charité. Et il lisait toutes ces lettres à la radio. Et, moi, j'aimais beaucoup son programme, à cause de la participation... » Miguel Vasquez (p. 26)

2. «J'aurai toujours été communicateur...»

« Il te rencontrait dans un corridor et, bang, tu te retrouvais dans la salle d'enregistrement.

— Venez, venez, aidez-moi à faire le programme. C'est ainsi que tu te retrouvais dans la toute petite salle où Mgr Romero produisait son programme hebdomadaire appelé «penser en Église» (d'après sa devise épiscopale). Il avait créé ce programme pour pouvoir parler de l'actualité. Mais il voulait que ça se fasse sous forme d'entrevue.

— Venez, vous allez me faire une entrevue sur la planification familiale... N'ayez pas peur, voici comment vous allez faire... Alors lui, il faisait tout, car il avait tout préparé dans les détails: les questions qu'on devait lui poser; il avait choisi les lettres auxquelles il allait répondre; l'aiguille était déjà posée à l'endroit du disque pour la musique de fond. Alors le journaliste d'occasion qu'il avait trouvé (un séminariste, une dame, un étudiant en visite...) présentait le programme et lisait ensuite la première question. Là, Mgr Romero prenait le contrôle de l'émission jusqu'à la fin. Il était un fou de la radio.

— Et pourquoi je ne le serais pas? disait-il pour se défendre. Il y a bien des choses que je n'aurai pas faites, mais j'aurai toujours été communicateur.

C'est ainsi qu'il se voyait : **communicateur**. Il a fondé journaux, bulletins et feuillets, il parlait à la radio et, sur son vieux jeep, il avait monté des haut-parleurs dont il se servait quand il allait prêcher dans les villages... » Francisco Calles (p. 128)

3. Une très grande communication entre l'évêque et son peuple

— Monseigneur, regardez le courrier d'aujourd'hui!

— Tant que ça?

Personne ne savait lire ou écrire dans la région et, pourtant, c'était un torrent de lettres adressées à Mgr Romero. C'était nouveau. L'autre nouveauté, c'était que ces lettres venaient de communautés paysannes qui écrivaient des lettres collectives. Celui qui savait écrire la rédigeait au nom de tous. Les lettres en général n'arrivaient pas par la poste. Il y avait trop d'espions qui les ouvraient. C'était les curés de paroisse qui les apportaient.

Ses homélies par la radio, ses fréquentes visites et ces lettres ont tissé peu à peu une très grande communication entre l'évêque et son peuple. Et pas seulement avec le peuple de l'archidiocèse de San Salvador, mais avec celui de tout le pays. Les lettres venaient de partout. Il aimait les lire personnellement, mais il ne le pouvait pas toujours. Ni leur répondre, non plus. Il demandait à Silvia, une de ses secrétaires de répondre en son nom. Souvent, il apportait un lot de lettres à son émission radiophonique pour répondre aux consultations des gens:

— Est-ce péché de s'organiser?

— Est-ce péché d'occuper les églises pour dénoncer les crimes qu'on commet contre nous?

— Qu'est-ce qu'on peut répondre à ces protestants qui viennent nous dire que Dieu nous défend de nous occuper de politique?

— Est-ce vrai que saint Georges n'a jamais existé?

— Dites-nous c'est quoi la Grande Bête dont nous parlent les protestants. Ça ressemble au Bonhomme Sept Heures, sinon, comment peut-on la reconnaître?... » Miguel Vasquez (p.131).

4. Bien s'informer, aller à l'essentiel

«Déjeuners de travail : c'est ainsi qu'il les a baptisés lui-même. Quelques mois après son arrivée à San Salvador, il a commencé cette coutume et il l'a maintenue jusqu'à la fin. J'arrivais presque toujours en premier, et je le trouvais toujours en train de prier, agenouillé dans la chapelle.

— Monseigneur, nous sommes là.

Et il sortait de la chapelle pour la réunion. Il nous présentait des problèmes du pays pour avoir notre point de vue et recevoir nos suggestions. Il présentait ses plans de pastorale, il demandait conseil. Il ne parlait pas beaucoup mais il nous posait **des questions pour bien s'informer**.

— On m'accuse beaucoup de consulter trop de monde. Mais

c'est la plus belle accusation qu'on peut me faire. Et je ne pense pas me corriger, commentait-il parfois. Il avait coutume de sortir son petit carnet de notes où il annotait quelques phrases-clé de tout ce qui se disait. Il ne prenait pas de notes en détail. **Il aimait aller à l'essentiel...**» César Jerez (p. 134).

5. La vérité comme fidélité à ses origines

Nous marchions dans Rome, tard le soir. L'heure était aux confidences et je voulais l'écouter :

— Monseigneur, vous avez changé. Ça se voit dans tout... Qu'est-ce qui s'est passé? Pourquoi avez-vous changé, Monseigneur?

— Eh bien, padre Jerez, je me pose moi-même la question quand je prie... Il resta silencieux.

— Et trouvez-vous une réponse?

— Quelques-unes, oui... C'est qu'on a des racines... Je suis né dans une famille très pauvre. J'ai enduré la faim, je sais ce que c'est que de travailler depuis mon enfance. Mais avec mon entrée au séminaire, les études que j'ai terminées ici à Rome, tant d'années le nez dans les livres, voilà que j'ai peu à peu oublié mes origines. Je me suis fait un autre monde. De retour au pays, je suis secrétaire de l'évêque de San Miguel, puis 23 ans curé de paroisse, encore enterré dans les papiers. Evêque auxiliaire de San Salvador, je tombe dans les mains de l'Opus Dei! et je n'en sors pas... Ensuite on m'envoie à Santiago de Maria et là, je retrouve la misère. Je retrouve les enfants qui meurent à cause de l'eau qu'ils boivent, les paysans exploités dans les récoltes... Vous savez, ça ne prend pas grand vent pour rallumer la braise qui dort. Et ça n'a pas été peu de chose ce qui s'est passé quand je suis arrivé à San Salvador. Quand j'ai regardé Rutilio Grande mort, j'ai pensé : s'ils l'ont tué parce qu'il faisait ce qu'il faisait, c'est à mon tour de prendre son chemin... Oui, j'ai changé, mais c'est aussi d'un retour à mes origines qu'il s'agit...» César Jerez (p. 148).

6. Un communicateur exceptionnel

«Pour m'assurer de ce que l'on racontait, je suis moi-même allé écouter ses homélies. J'ai vérifié l'authenticité du phénomène. En tant que spécialiste en communication, c'est ce qui m'a le plus surpris. Tout le pays était suspendu à ses lèvres. Ce dimanche-là, après avoir écouté un long sermon théologique, que j'ai jugé assez abstrait et structuré dans des catégories très traditionnelles, mais que les gens écoutaient très attentivement, le moment que tous attendaient arriva : cette sorte de radio-journal où Mgr Romero, avec toute l'autorité qu'il avait et que tous lui reconnaissaient, commentait ce qui s'était passé pendant la semaine. Il m'est apparu comme un locuteur expérimenté, exceptionnel dans son style, populaire. Et lorsqu'au milieu de dénonciations de crimes et de violations des droits humains, il faisait une proposition ou donnait une orientation, le public l'applaudissait avec ferveur et sincérité.

Je n'avais jamais assisté à une messe entrecoupée de constantes ovations du peuple. Il réussissait à établir une parfaite communication avec les gens...» Mario Kaplun (p. 195).

7. Les critères de vérification de la vérité

«Dans ses homélies, il ne disait rien dont il ne fut certain, qu'il n'eut bien vérifié. Il était de ceux qui veulent des preuves crédibles. Il cherchait toujours à obtenir des données précises avant de dénoncer ou d'informer publiquement de quelque chose. Mais Mgr Romero se servait de deux mesures dans ces affaires-là. Si un curé, une soeur, un séminariste ou quelque responsable dans l'Église venait lui rapporter :

— On a capturé cinq personnes à Aguilares...

— Le sais-tu directement? L'as-tu vu? Y étais-tu?

Et s'il lui répondait non, qu'untel le lui avait conté, Mgr lui disait :

— Ce serait mieux de passer toute l'information que tu as au Secours juridique pour qu'il aille lui-même confirmer les faits.

Mais si une petite vieille arrivait chez lui en pleurant :

— Mgr, on a tué ma fille. Ils sont arrivés chez moi la nuit... l'ont accusée d'être communiste...

Il prenait immédiatement tout en détail et dénonçait le cas. Les pleurs de la femme lui étaient amplement suffisant comme preuve que ce qu'elle racontait était digne de foi. Il l'écoutait et partait aussitôt avec elle...» Juan Bosco Palacios (p. 196).

8. Le circuit de la vérité

« **La première clé** de ses homélies : elles étaient collectives, avec participation comme dans un aller et retour. Mgr Romero **planifiait toujours ses homélies en communauté**, en groupe. Chaque semaine, il se réunissait plusieurs heures avec une équipe de prêtres et de laïcs pour réfléchir sur la situation du pays et, ensuite, il mettait toute cette réflexion dans ses homélies. Et les **applaudissements** de la communauté qui l'écoutait signifiaient **son approbation**. C'était donc comme un circuit.

Et il y avait **une deuxième clé : sa prière**. Aussitôt la réunion terminée et le groupe parti, il s'assoit pour mettre de l'ordre dans ses idées, pour se préparer. Je l'ai vu plus d'une fois dans sa chambre, à genoux, de 10 heures le samedi soir jusqu'à 4 heures le dimanche matin. Il préparait son homélie. Il dormait un peu puis, à 8 heures, il était dans la cathédrale. Il n'a jamais écrit une homélie. On pourrait tous le penser, mais il ne l'a jamais fait. Il apportait à la cathédrale tout au plus un bout de papier avec un schéma, deux ou trois idées annotées. Ça me fait rire quand quelqu'un qui ne l'a pas connu raconte que quelqu'un écrivait les homélies pour Mgr Romero. Si quelqu'un les lui avait écrites, je dirais que ça aurait été l'Esprit Saint! » Rafael Urrutia (p. 210)

Des nouvelles d'Antonio Puigjané

QUI, À MONTRÉAL, NE SE SOUVIENT DE LA GRANDE MARCHÉ POUR L'EMPLOI, DE 1982? PEUT-ÊTRE ÊTES-VOUS DE CEUX ET CELLES QUI ONT ÉTÉ FRAPPÉS PAR UN DES MARCHEURS, DE TOUTE ÉVIDENCE LATINO-AMÉRICAIN, QUI PARTICIPAIT À CETTE MARCHÉ D'ICI AVEC AUTANT D'ENTHOUSIASME QUE S'IL S'AGISSAIT D'UNE CAUSE DES GENS DE SON PAYS, L'ARGENTINE. CET HOMME ÉTAIT ANTONIO PUIGJANÉ. BENOÎT FORTIN NOUS LE PRÉSENTE.

Antonio Puigjané est un capucin de la province d'Argentine. Il a travaillé avec les Mères de la place de Mai de 1978 à 1983. Son propre père était aussi disparu. À partir de cet engagement, il a souvent interpellé l'armée et l'Église. Il a souvent été menacé pour ses prises de position. Il faisait partie du mouvement «Todos por la patria».

Le 23 janvier 1989, des dirigeants et des membres de ce mouvement ont attaqué un département du Régiment de la Tablada à Buenos Aires. Il y eut des morts et des blessés. Antoine Puigjané n'était pas là à ce moment. Il s'est présenté volontairement à la justice pour affirmer sa non-participation.

Quelques mois plus tard, le procès commença pour le groupe et Antonio Puigjané était inclus parmi les accusés. Le 4 octobre de la même année, il fut condamné à 20 ans de prison. En 1992, à la suite de pressions, Antonio Puigjané aurait pu être libéré, mais il a exigé que ses compagnons le soient avec lui, ce qu'on lui a refusé. Antonio Puigjané a 68 ans et sa santé n'est pas très bonne. Des pressions continuent pour qu'il soit libéré avec ses compagnons.

Un complément d'information nous vient de Maurice Bolduc, également capucin qui, au début de l'année, a visité Antonio dans sa prison.

21 février 1995, 2214^e jour en Portioncule. C'est ainsi qu'Antonio appelle sa cellule. C'est aussi le jour où, avec émotion, je suis entré à la prison de Buenos Aires. Antonio y vit au 8e étage, côté sud, sans jamais voir le soleil qui va de l'est à l'ouest en passant par le nord (contrairement au Canada). Deux immenses tours défraîchies de 10 étages, sans cour intérieure ni extérieure, où vivent et crient 2 000 prisonniers de toutes espèces.

Après une heure et demie d'attente, je l'aperçois à l'entrée du «parloir». «Mauricio! Que gracioso!» Les bras ouverts comme à l'habitude, le visage souriant de douceur et de bonté, c'est bien lui, Antonio. Accolades sans fin. C'est Antonio avec son petit sac de prisonnier rempli de cachotteries pour me faire plaisir : biscottes, thé et thermos d'eau chaude et petit cadeau qu'il a fabriqué pour moi tout seul. Un petit copeau de bois pyrogravé sur lequel est écrit : «Maurice!

Fuerza! Ama en serio quien lucha por la justicia. Con cariño, Fr. Antonio PPLT 89-95 (pour Prisonnier Politique La Tablada). Courage Maurice! Aime sérieusement celui qui lutte pour la justice.»

À ce moment, je me suis mis à pleurer devant lui comme un enfant. À pleurer devant cet «abuelo» comme le nomment les prisonniers, ce grand-père dont le courage me dépasse de cent coudées. Puis, nous avons parlé durant deux heures et demie de la vie de prison, de son arrestation, du ministère pastoral qu'il pense accomplir auprès des autres prisonniers, auprès des gardiens qui le rudoient pour s'entendre dire tendrement : «hermano» (mon frère).

On a parlé de seize compagnons et quatre femmes, prisonniers comme lui, de leur solitude, de leur solidarité, de leur bonne conduite en prison. Un jour, les autorités ont déplacé une centaine de prisonniers d'un étage inférieur au 8e étage, où se trouve Padre Antonio et ses compagnons. Quand, après quelques mois, ils ont dû retourner à leur étage inférieur, ils ont supplié de les laisser au 8e étage, tant ils s'y sentaient bien.

Il m'a raconté comment il réussit à célébrer la messe quotidiennement. Comment aussi son plus grand souci est de voir l'état de misère dans laquelle vivent les familles de ses compagnons détenus. On a parlé aussi de la tentative de libération d'il y a quelque temps. Il n'a pas voulu signer la demande de libération que lui fournissait le gouvernement parce que, dit-il, ç'aurait été une nouvelle injustice pour ses compagnons. «Je n'ai pas à demander ma libération. On doit me la donner.»

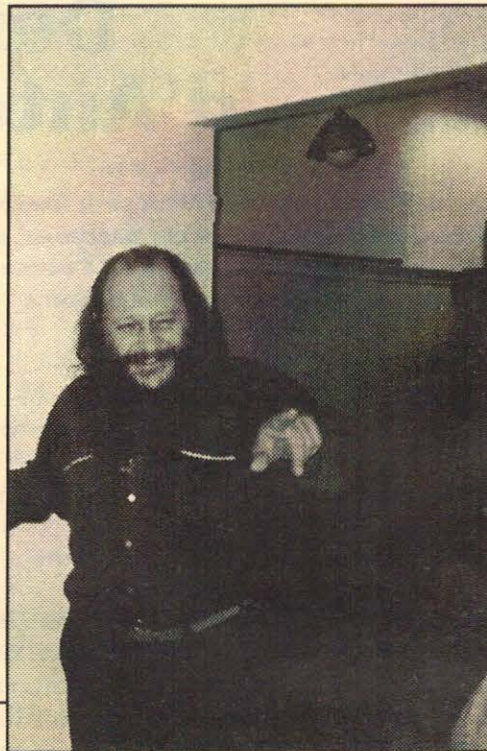
On le lui a souvent reproché, en disant : «Tu pourrais être bien plus utile en dehors, aider bien davantage les autres prisonniers, supporter les familles des prisonniers...»

Antonio conclut en disant : «Jésus Christ aussi, peut-être, aurait été bien plus utile auprès de son Père, il aurait pu aider davantage les hommes s'il était resté là-haut dans son bonheur éternel. "Pero, se metió en la tierra..." Il a vécu notre vie, s'est mêlé à la condition des hommes, il a vécu nos misères. On lui a crié des noms et on l'a tué, le prenant pour un mécréant.»

Puis, après deux heures et demie de jasette, on a dû se quitter, lui pour sa portioncule avec son petit sac sous le bras, et moi pour la liberté. En sortant sur le trottoir de la rue Caseros (de la prison), je me rappelais avec horreur ces bons prêtres qui me disaient autrefois : «Lâche pas Maurice, j'vas prier pour toi.»

Si j'entre un jour dans le Stade olympique de la Vie éternelle, je ne serai point étonné de voir Padre Antonio aux premières loges, ni surpris de voir d'autres «purs» loin derrière, dans les corridors.

MAURICE BOLDUC, JUIN 1995



Dernière heure!

Une lettre d'Antonio, adressée à Françoise D'Auteuil en date du 13 octobre dernier, lui apprend la nouvelle tant espérée:

Françoise, je crois que notre lutte pour parvenir à un peu plus de justice, avec ton aide et celle de tant d'autres soeurs et frères de par le monde, est sur le point d'arriver à bon port. Ce sera un cadeau de Dieu, en autant que tous nous ayons fait la petite partie qui nous revenait... et il sait. Des milliers de personnes se sont solidarisées. Ces derniers jours, ce sont 1 300 cartes postales qui sont arrivées de groupes des États-Unis, mobilisés par Amnistie internationale. C'est admirable! Tout cela nous fait du bien à tous et a ses répercussions jusqu'à la CIDH (OEA)*.

À son tour, cette commission fait des pressions sur le gouvernement qui craint de passer un mauvais moment aux yeux du monde entier qui le verra comme violateur des droits humains. Je crois qu'avant Noël, nous serons de nouveau dans la rue et là... il y aura des larmes!

Pour l'instant, je ne veux faire de plans d'aucune sorte. J'ai un ardent désir d'arriver à découvrir ce que veut «El viejo» de moi, après toutes ces années de repos, de silence et de vie d'ermite. Je ne voudrais pas trahir les frères les plus appauvris, sinon continuer et approfondir la lutte pour la justice laquelle, je pense bien, m'a mérité ce cadeau.

Antonio

* Commission internationale pour les droits humains de l'Organisation des États américains

Je traduis pour informer

— «AH! TU ES LÀ!!!»

JE RECONNAIS LA VOIX D'UN COMPAGNON D'ÉTUDES D'ESPAGNOL DE CUERNAVACA AU MEXIQUE DONT JE N'AI PAS EU DE NOUVELLES DEPUIS LONGTEMPS.

«JE SUIS MAL PRIS ET TU ES LA SEULE QUI PUISSE ME VENIR EN AIDE...»

(IL A TOUJOURS AIMÉ LES PROLOGUES!) JE DEVINE QU'IL VA ME DEMANDER QUELQUE CHOSE QUI EXIGERA DU TEMPS.

NOUS ÉTIIONS PENDANT LES DERNIERS JOURS DES JEUX OLYMPIQUES DE MONTRÉAL.

— «BON, DE QUOI S'AGIT-IL?»

— «TU SAIS QU'IL Y A EN VILLE UNE FOULE DE JOURNALISTES VENUS DU MONDE ENTIER. OR, DES JOURNALISTES CHILIENS EN EXIL ICI DEPUIS LE COUP D'ÉTAT DE 1973 VEULENT PROFITER DE LEUR PRÉSENCE POUR FAIRE CONNAÎTRE LA SITUATION DE RÉPRESSION ET D'INJUSTICE QUI RÈGNE AU CHILI. ILS SE SONT RÉUNIS ET ONT RÉDIGÉ DES TEXTES ... EN ESPAGNOL BIEN SÛR. OR, LA PERSONNE QUI A COUTUME DE TRADUIRE POUR NOUS EST EN VACANCES ET JE ME DEMANDAIS SI TU POURRAIS M'AIDER...»

Sans une seconde d'hésitation, j'accepte. Traduire pour le Chili où j'ai travaillé pendant quatre ans, c'est pour moi plaisir et douleur. Plaisir car mon séjour m'a ouvert des horizons jamais refermés; douleur à cause de la répression qui écrase mes amis.

Et c'est ainsi que durant deux jours, installés tantôt sur la table de cuisine, tantôt à la machine à écrire, Édouard-René Morin, prêtre des Missions-Étrangères, et moi traduisions des textes, délaissant parfois pour un moment dictionnaires et machine à écrire pour lever les yeux vers le téléviseur quand les cris d'enthousiasme soulevaient les spectateurs des Jeux.

Quelques jours plus tard, *La Presse* rapportait la rencontre des journalistes chiliens avec les journalistes du monde entier. Je me disais : «Si cela pouvait amener la libération du Chili!» Hélas, j'ai dû traduire des dizaines de textes avant que le Chili ne redevienne «démocratique».

Comme je le dis souvent : «J'ai dû quitter l'Amérique latine, mais l'Amérique latine ne m'a jamais quittée». Lors d'un congrès de l'Entraide missionnaire, j'ai découvert le bulletin *Caminando* et je m'y suis abonnée. Quelques mois plus tard, un entrefilet demandait une personne capable de traduire... bénévolement de l'espagnol au français des textes pour le bulletin. J'étais alors enseignante au secondaire à plein temps, mais j'ai saisi l'occasion qui m'était offerte de travailler plus concrètement pour l'Amérique latine. Mes textes, je les ai remis à plusieurs responsables du Comité chrétien qui se sont succédé : d'abord à Charlemagne Ouellet, puis à Jean Robitaille, à Chantal Havard et maintenant à David Poirier... Un jour, on m'a proposé de devenir membre du conseil d'administration du Comité chrétien. J'ai répondu : «Si je deviens membre du c.a., je devrai laisser la traduction.»

Charlemagne Ouellet a répliqué : «C'est du chantage!» Et j'ai répondu : «Non, du réalisme!» On n'est jamais revenu à la charge... peut-être parce qu'on devine le temps énorme que je consacre à la traduction.

Il y a trois ans, c'est Clotilde Lemay qui a élargi le défi : depuis quelques années, un groupe d'Amérique latine rédigeait un agenda latino-américain. Le Comité chrétien fit le projet de le présenter au public francophone y compris européen. J'étais le premier maillon de la chaîne (fort courte) des bénévoles : il y aurait un agenda si j'acceptais de le traduire!!!

À San Rafael, au Chili, chaque réunion se terminait invariablement par la phrase : «Et maintenant, qu'est-ce que je fais concrètement?» Un engagement, quel qu'il soit, se concrétise dans l'action. Par l'agenda, s'offrait à moi la possibilité d'informer et de conscientiser des centaines de personnes... Cette traduction serait autrement plus longue que lors des Jeux olympiques, surtout la première année où je partais de zéro pour le martyrologe!

TRADUIRE POUR INFORMER, c'est difficile émotivement. Passer des heures à traduire les souffrances physiques et morales imposées à des gens de tout âge et de toute condition dont le seul crime est d'avoir voulu prendre la défense des opprimés... Passer des heures à décrire des situations bloquées et des injustices planifiées (les articles sur le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et la mondialisation)...

TRADUIRE POUR INFORMER des injures dont on a abreuvé les Mères de la place de Mai qui réclamaient leurs enfants arrachés de leurs foyers en pleine nuit par des policiers en civil. On les traitait de menteuses, d'exaltées

mais, plusieurs années plus tard, j'ai dû traduire les confessions des officiers argentins avouant avoir administré des somnifères aux disparus et les avoir jetés à la mer en pâture aux requins...

TRADUIRE POUR INFORMER du récit de certains évêques, prêtres et religieuses qui mettent de l'avant, par une relecture de l'Évangile, la mission même du Christ venu libérer les opprimés. Devoir traduire ensuite les textes «officiels» de l'Église qui condamnent ces engagements inspirés de la théologie de la libération, des communautés de base et de l'option pour les pauvres...

Cela m'amène à soupirer souvent : ¡Señor, ten piedad! Seigneur, prends pitié!

Au Chili, je travaillais surtout avec les femmes. Chaque fois que je traduis un texte qui concerne les femmes et qui, plus souvent qu'autrement, décrit l'injustice dont elles sont encore et toujours victimes, comme le numéro spécial à l'occasion de la rencontre des femmes à Beijing, je revois Edelmira, Edit, Raquel, María, Ruth, Nancy, Carmen, Rosa, Manuela, Soledad, les femmes et les filles des travailleurs de Cootralaco. Je me dis que je continue au loin d'être leur compagne et de lutter avec elles.

Depuis les J.O., j'ai modernisé mon équipement. Cela s'imposait car, une fois, j'avais dû traduire à la main 35 pages de texte dactylographié... Je me suis fait un «cadeau» à ma retraite : un petit ordinateur Macintosh. Sans lui, l'agenda aurait été impensable.

On me dit souvent à la blague en voyant toutes les traductions qui se succèdent : «Madeleine, es-tu sûre que tu es retraitée?» Je traduis pour informer mais, en même temps, je reçois de la formation. Le vocabulaire et la façon de s'exprimer varient légèrement d'un pays à l'autre, ce qui me permet d'enrichir ma connaissance de l'espagnol. Et je me souviens de mon arrivée à l'école de langue alors que je connaissais cinq mots d'espagnol... : «Oui, non, madame, mademoiselle, monsieur»... C'est aussi une gymnastique intellectuelle qui cherche à ne pas biaiser l'information même si le proverbe affirme que traduire c'est trahir... Et du même coup, j'acquiers des connaissances nouvelles qui vont de la géographie à la Bible en passant par les traditions et l'économie...

En plus d'être moralement sûre d'être utile à l'Amérique latine et aux lecteurs francophones, je reçois une récompense tangible lorsqu'on me présente à l'un ou l'autre des auteurs que j'ai traduits, lorsqu'ils sont de passage au Québec, comme étant «leur traductrice». Par exemple, lors d'une réunion de Développement et Paix à Montréal, Mgr Samuel Ruiz m'a chaleureusement remerciée en français : «Je vous



remercie, m'a-t-il dit, de servir d'intermédiaire entre les Mexicains opprimés et vos concitoyens. Grâce à vous, l'information circule et c'est là une source d'encouragement pour nous qui luttons dans notre petit coin du Mexique, au Chiapas.»

Et voilà! vous savez maintenant que c'est Monseigneur Ruiz lui-même qui m'a fourni le titre de mon témoignage!... et l'encouragement à poursuivre mon bénévolat comme traductrice du *Caminando* et de l'Agenda Latino-américain.

MADELEINE PERREAULT, LAVAL

Les grands mensonges du système de la mondialisation néo-libérale

JOSÉ MARIA VIGIL

NOUS NE DEVONS PAS PERMETTRE AU SYSTÈME DE NOUS TROMPER. QUELQUES-UNS DES ÉLÉMENTS DONT IL SE GLORIFIE SONT PRÉCISÉMENT SES POINTS FAIBLES, SES MENSONGES LES PLUS PROFONDS. VOYONS LES PRINCIPAUX.

1. «Le libre marché, principe fondamental»

Le «libre marché» comme liberté totale et sans contrôle est en lui-même une liberté fictive: le loup et l'agneau ne peuvent signer un pacte de libre marché s'ils ne signent en même temps un accord de non-agression et de respect mutuel (surtout du loup envers l'agneau). Le «libre marché» en vient à se résumer à la loi du plus fort comme loi de la jungle. La liberté ne fonctionne qu'entre égaux. La liberté de quelqu'un se termine où commence la liberté de l'autre. Le marché, laissé à sa propre inertie, n'a aucune pitié envers les plus faibles. Il n'est ni humain ni éthique.

Les pays riches imposent aux pauvres l'ouverture de leurs marchés. Mais l'énorme inégalité commerciale existante, laissée à sa propre inertie en tant que libre marché, détruit l'industrie et la production des petits pays, les mène au chômage, les laisse désarmés et dans une totale dépendance face aux puissants. C'est ainsi que le système exclut du marché les petits et les moyens producteurs, accumulant la richesse entre les mains de quelques-uns, dans celles des puissants, pour se concentrer dans des entreprises multinationales qui contrôlent tout et imposent leurs prix... La proclamation du libre marché de la part des puissants n'est pas tout à fait désintéressée.

Il n'y a pas de «libre marché» pour la main-d'oeuvre. Si le libre marché est le principe le plus important de cette organisation mondiale, il doit être libre pour tout, y compris pour la libre circulation de la main-d'oeuvre. Puisqu'il est admis à l'intérieur des États-Unis et de l'Union européenne, il doit aussi être admis à l'échelle de ce «libre marché mondial» qui a été proclamé. Les pauvres offrent une main-d'oeuvre «compétitive» à meilleur prix. Dans un libre marché mondial, elle devrait être exportable sans douane ni protectionnisme...

Si le libre marché existait vraiment, les pays pauvres pourraient obtenir, en toute justice, des bénéfices économiques basés sur leur propre travail et n'auraient pas besoin «d'aides» charitables. Par exemple, l'Amérique centrale avec la vente de ses bananes dans un marché réellement libre et compétitif (vente actuellement protégée aux États-Unis et dans l'Union européenne) encaisserait dix fois la somme de l'aide totale qu'elle reçoit annuellement. C'est avec plaisir que l'Amérique centrale renoncerait à toutes les aides qu'elle reçoit actuellement si on lui laissait vendre ses propres produits sur un marché soi-disant libre... Il n'y a que 7 % du marché international qui suit les règles du libre marché du GATT ; le reste du marché mondial est protégé. Les États-Unis, l'Union européenne et les pays riches accordent des subsides à leur agriculture et à d'autres produits, au détriment des intérêts des agriculteurs du tiers monde. Ils mènent des guerres commerciales les uns contre les autres (le Japon contre les États-Unis...), mais ils exigent une ouverture totale des marchés des pays pauvres.

2. «Le nouvel ordre mondial est démocratique»

Les pays puissants exigent des pays pauvres qu'ils respectent la démocratie pour devenir bénéficiaires des crédits internationaux. Les pays puissants se considèrent eux-mêmes comme des modèles de démocratie. Mais leur démocratie ne vaut toutefois qu'à l'intérieur de leurs frontières. À l'extérieur, les règles du jeu sont différentes.

L'ONU n'est pas un organisme démocratique. Tous les pays ne sont pas égaux à l'ONU. Il y a des pays qui ont un «droit de veto» au Conseil de sécurité, par lequel ils peuvent s'opposer à la volonté de tous les autres. C'est cela la démocratie?

Les organismes économiques internationaux (FMI, BM, G7...)* se sont constitués en arbitres tout-puissants de la vie économique des pays pauvres. Avec le chantage qu'ils exercent pour accorder les prêts nécessaires, ces organismes dirigent l'économie des petits pays qui ne sont plus maîtres de leur propre vie économique. Nous assistons à une «dictature économique» mondiale de la part de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, organismes où quelques pays riches accaparent les votes. Ces organismes mondiaux (ceux qui s'occupent d'économie et ceux qui prennent les décisions politiques), plus ils décident de tout, moins ils sont démocratiques.

Ces organismes économiques, il y a déjà longtemps qu'ils fonctionnent en partie, à la manière d'un gouvernement mondial de facto. Circonstance aggravante, ils imposent leur autorité d'une façon non démocratique, car personne ne les a élus ni ne leur a octroyé un mandat. De plus, ils «ne gouvernent pas démocratiquement» en faveur de tous, mais selon les intérêts des puissants, dans une totale anti-démocratie. Il est indispensable de se poser la question sur le thème du gouvernement mondial.

3. «Ça va mal, mais le pays va bien. Patience!»

Ne rencontrant plus d'opposition, le néo-libéralisme n'a même plus besoin de se mettre un masque d'humanisme (comme hausser les salaires, verser des prestations sociales, respecter les syndicats...). Il se sent fort et agit sans ménagements, mais en multipliant les exclus. Toutefois, il doit donner une explication aux conditions tellement dures qu'il impose aux pauvres et c'est celle-ci : c'est un «ajustement nécessaire qui va exiger beaucoup de sacrifices mais à long terme il sera bienfaisant pour tous».

La «restructuration» néo-libérale des moyens de production entraîne un coût social énorme : chômage, exclusion, gel des salaires... et ce prix, ce sont surtout les pauvres qui le paient. Quand les moyens de production seront plus rentables, «on ne sait pas encore combien d'années il faudra pour y arriver», alors les propriétaires de ces industries seront en mesure d'accorder une certaine participation aux employés. (Ceux qui auront été congédiés ne comptent pas pour le système, ils sont de trop, ils n'existent pas).

On nous dit aussi : «Il n'y a pas d'autre issue. Ça va mal (restructuration, congédiements, faim...), mais nous allons bien (c'est le bon chemin, il n'y en a pas d'autre)». Beaucoup de pauvres ont assimilé cette «culture du désespoir». Ils croient aux promesses du néo-libéralisme, votent pour lui et

le portent au pouvoir. Voilà pourquoi le capital s'efforce de contrôler les moyens de communication sociale.

C'est vrai qu'il «n'y a pas d'autre issue» tant et aussi longtemps que le capital et le système exigent des marges de profit énormes et une exploitation à laquelle on est en train de s'accoutumer. Celle qu'on a appelé «la décade perdue» pour le développement de l'Amérique latine, celle des années 80, a aussi été la décade des plus grands bénéfices soutenus pour les banques à l'échelle mondiale... Il n'y a pas d'autre «issue» que celle d'obliger le capital international à cesser d'être un exploiteur pour se mettre au service de l'humanité et non pas de lui-même.

Fissures dans le système qui se transforment en pistes

Tels sont les grands mensonges du système qui sont en même temps son «talons d'Achille», ses points faibles, ses fissures qui s'ouvrent et qui nous donnent une piste pour lutter contre lui. Il faut le prendre au mot et lui demander qu'il accomplisse ce qu'il proclame, rien de moins!

S'il parle de libre marché et nous l'impose, prenons-le au mot et exigeons un véritable marché libre (par la fin de ses protectionnismes) face à nos produits compétitifs. Paradoxalement, dans cette conjoncture historique, quelques exigences qu'on considérait traditionnellement comme «bourgeoises» peuvent maintenant être profondément révolutionnaires.

Si le système se préoccupe d'inculquer la culture du désespoir («Il n'y a pas d'issue!»), il est très important de le dénoncer afin qu'il ne puisse ni se justifier ni parvenir à endormir les masses. La conscientisation populaire n'est pas passée de mode. Elle continue à être d'une urgence qu'on ne peut reporter à plus tard! Mais il faut trouver les points névralgiques. Il faut aussi revenir à la masse, à ceux que nous avons perdus parce que nous nous sommes renfermés dans nos petits cercles choisis de conscientisation. Les moyens de communication sociale constituent le nouveau défi. Face au grand capital, les pauvres et nous, leurs alliés, avons besoin de pénétrer par les fissures de la démocratisation des systèmes de communication qui surgissent (par une sorte de négligence du système néo-libéral) pour conquérir de nouveau l'opinion publique et le cœur des masses.

**(EXTRAIT DE L'AGENDA LATINO-AMÉRICAIN 1996,
VERSION ORIGINALE)**

* Fonds monétaire international, Banque mondiale, Groupe des 7

Va - et - vient

Romero 96

- ☛ La fin de semaine de formation et de réflexion pour la préparation de la thématique Romero 96 a eu lieu les 22, 23 et 24 septembre derniers. Des représentant-e-s de différentes régions du Québec étaient présent-e-s à cette rencontre. Les discussions et réflexions se sont déroulées dans la bonne humeur et le respect de chacun. L'apport des Salvadoriens a été très apprécié et on a même proposé de traduire l'affiche en espagnol pour faciliter la mobilisation des communautés latino-américaines. Le matériel d'animation sera prêt dès janvier, renseignez-vous auprès du comité Romero de votre région ou communiquez avec le Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine pour en savoir davantage: (514) 387-2541.

Une nouvelle librairie sur les Amériques à Montréal

- ☛ Nous souhaitons beaucoup de succès à nos amis Steven et Lesbia qui ouvraient en octobre dernier la librairie Abya Yala, spécialisée sur les Amériques (Antilles et Amérique latine surtout): histoire, politique, littérature, poésie, premières nations, environnement, féminisme, luttes des noirs, non-violence, justice sociale... Steven et Lesbia sont militants de longue date en faveur de la solidarité pour le Guatemala. Parions que leur choix de livres intéressera les lecteurs et lectrices du *Caminando*. Nous vous invitons donc à aller jeter un coup d'oeil au 4555, boul. St-Laurent (près de Mont-Royal), vous aurez droit en prime à la signification du mot *Abya Yala*!

L'Halloween à Trois-Rivières

- ☛ Nous sommes allés passer la soirée du 30 octobre à Trois-Rivières, invités à titre de personnes ressources par le Comité de solidarité Tiers Monde dans le cadre de leur atelier de formation. Nous avons jaser de la situation des droits humains au Mexique, notamment au Chiapas, pendant près de trois heures, mais nous aurions pu continuer toute la nuit.

De la belle visite

- ☛ Nathalie Brière, coordonnatrice du Projet Accompagnement au Guatemala, est venue nous rendre visite

lors de son passage à Montréal. Elle nous a parlé du difficile retour des réfugiés guatémaltèques dans leur pays ainsi que du massacre survenu le 5 octobre à Xaman dans la communauté appelée *Aurora 8 de octubre*.

Nathalie est retournée au Guatemala pour une autre année de travail et elle est repartie avec son Agenda latino-américain 1996!

Nous avons aussi eu la visite de trois religieuses du Conseil général des Auxiliatrices, lors de leur séjour au Québec en mai dernier. Il s'agit de Silvia Condé, Christine Hourticq et de Pascal Hayashi qui se sont montrées très intéressées par le travail du Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine.

Semaine de solidarité à l'Université de Montréal

- ☛ Nous avons participé à la foire de kiosques organisée par le service de pastorale de l'Université de Montréal les 21, 22 et 23 novembre derniers. Il s'agit pour nous d'une excellente occasion de faire connaître notre travail auprès des étudiant-e-s du campus. Nous avons pu constater que l'intérêt pour la solidarité avec les peuples d'Amérique latine est bien vivant.

Des actions urgentes stratégiques

- ☛ Le 30 novembre et 1^{er} décembre se réunissaient à Montréal les trois organismes qui coordonnent le Réseau d'actions urgentes Canada-Amérique centrale, soit le Social Justice Committee, situé à Montréal, le Christian Task Force on Central America, situé à Vancouver et le Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine. Nous avons évalué le travail réalisé en 1995 et discuté des perspectives de travail pour 1996. Nous avons réfléchi sur le concept «d'actions stratégiques» qui constitue une nouvelle façon de réaliser les actions urgentes. Les actions urgentes seraient plutôt choisies en fonction d'un axe jugé stratégique et prioritaire plutôt qu'en fonction d'une histoire de cas en soi. Les membres du Centre d'actions urgentes recevront davantage d'informations à ce sujet.



L'AGENDA LATINO-AMÉRICAIN 1 9 9 6

Alma	Centre de solidarité internationale Hôpital Hôtel-Dieu, Service de pastorale	520, Sacré-Coeur, C.P. 278 300, boul. Champlain	(418) 668-5211 (418) 668-7488
Amos	Soeurs de l'Assomption de la S.V.	701, rue Harricana	(819) 732-0534
Chicoutimi	Cégep de Chicoutimi, Inter-action Monde	534, rue Jacques-Cartier Est	(418) 549-9520
Drummondville	Soeurs de l'Assomption de la S.V.	1200, rue Goupil	(819) 478-7771
Gaspé	Pastorale sociale	C.P. 605	(418) 368-3611
Granby	Soeurs Auxiliatrices	46, rue Dollard	(514) 372-5325
Hull	Développement et Paix Les Capucins	115, boul. Sacré-Coeur 165, rue Kent	(819) 776-2171 (819) 777-8481
Joliette	CREDIL Pastorale sociale	200, rue de Salaberry 370, rue St-Louis	(514) 756-0011 (514) 753-7571
Jonquière	Cegep de Jonquière	2505, rue St-Hubert	(418) 547-2191
Laval	Laïcat missionnaire	160, Place Juge-Desnoyers	(514) 667-4190
Longueuil	Développement et Paix Service de pastorale missionnaire	740, boul. Ste-Foy, C.P.40 740, boul. Ste-Foy, C.P.40	(514) 679-1100 (514) 679-1100
Montréal	Cté chrétien pour les droits humains en A.L. Comité justice sociale de la C.R.C.Q. CEDAL Centre de formation missionnaire Développement et Paix-Montréal Développement et Paix-National (éducation) Entraide missionnaire Jeunesse du Monde Les Capucins Les Missionnaires Oblats de M.I. Les Soeurs de la C.N.D. Librairie Abya Yala Librairie Paulines Mouvement des travailleurs chrétiens Réseau salut le monde! Social Justice Committee Soeurs de SNJM	25, rue Jarry Ouest 8789, rue Berri 3680, rue Jeanne-Mance, #400 8055, rue Casgrain 5633, Sherbrooke Est 5633, Sherbrooke Est 15, rue De Castelneau Ouest 847, rue Cherrier, bureau 100 2610, rue Des Ormeaux 3456, avenue du Musée 640, rue Dufresne 4555, boul. St-Laurent 4362, rue St-Denis 4570, rue Adam 7431, rue St-Denis 1857, boul. de Maisonneuve O. 3245, rue Cadillac	(514) 387-2541 (514) 381-7247 (514) 982-6664 (514) 383-3694 (514) 257-8711 (514) 257-8711 (514) 270-6089 (514) 522-0838 (514) 354-1161 (514) 844-1924 (514) 522-9107 (514) 849-4908 (514) 849-3585 (514) 252-0147 (514) 272-6744 (514) 933-6797 (514) 251-8715

disponible partout au Québec

Nicolet	Centre des oeuvres missionnaires	251, St-Jean-Baptiste	(819) 293-2011
	Pastorale missionnaire	725, boul. Fréchette	(819) 293-6871
	Soeurs de l'Assomption de la S.V.	160, rue du Carmel	(819) 293-6375
	Soeurs de l'Assomption de la S.V.	311, rue St-Jean-Baptiste	(819) 293-4432
Québec	CAPMO	435, rue du Roi	(418) 525-6187
	Carrefour Tiers-Monde	454, rue Caron, 1er étage	(418) 647-5853
	CEBES-Québec	471, 7e Rue	(418) 648-0429
	Jeunesse du Monde	920, rue Richelieu	(418) 694-1222
Rouyn Noranda	Comité des besoins sociaux	515, Avenue Cuddihy	(819) 764-4660
Sherbrooke	C.S.I. de Sherbrooke	555, rue Short	(819) 566-8595
	Service de pastorale sociale	78, rue Académie	(819) 563-9934
Sillery	Spirale	1450, rue du Buisson	
St-Hyacinthe	Pastorale missionnaire	1900, rue Girouard O., CP190	(514) 773-8581
	Soeurs de St-Joseph	805, rue Raymond	(514) 773-6067
	Diane Gingras	204, rue Duclos	(514) 773-3375
Thetford-Mines	CASIRA	37, rue Notre-Dame Sud	(418) 338-6211
Trois-Rivières	Comité de solidarité Tiers-Monde	942, rue Sainte-Geneviève	(819) 373-7892
	Développement et Paix	347, rue Laviolette, C.P.1480	(819) 379-1432
	Soeurs de l'Assomption de la S.V.	875, rue Marguerite Bourgeois	(819) 374-6685
Valleyfield	Centre diocésain	11, rue de l'Église	(514) 373-8122
Victoriaville	Les Missionnaires Clarétains	663, boul. Gamache	(819) 752-4571
	Rallye Tiers-Monde Bois-Francs	59, rue Monfette, bureau 106	(819) 758-9928
Windsor	Jason Noble	26, rue Ambroise-Dearden	(819) 845-2612

Aussi disponible au Nouveau-Brunswick et en Ontario

Bathurst	Religieuses hospitalières de St-Joseph	2144, rue Vallée-Lourdes	(506) 547-8320
Haileybury	Soeurs de l'Assomption de la S.V.	C.P. 1420	(705) 672-3084
Vanier	CEBES-Ottawa	3-159, Lavergne Est	(613) 742-0901

S O M M A I R E

Éditorial	2
DOSSIER	
Radio-Sumpul : la radio d'après-guerre au Salvador	3
Jean-Louis Gagnon, non-prophète dans son pays	4
L'avenir appartient aux médias écrits communautaires	6
Les radios communautaires, des radios pas comme les autres	8
La liberté la moins respectée	9
Le système PPII	11
Mgr Romero, communicateur	13
Des nouvelles d'Antonio Puigjané	15
Je traduis pour informer	17
Les grands mensonges du système de la mondialisation néo-libérale	19
Va-et-vient	21
L'agenda latino-américain 1996	22

Je m'abonne au CAMINANDO / Je me réabonne au CAMINANDO

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____ CODE POSTAL _____

Abonnement (4 numéros par année) : 20 \$ au Canada et 23 \$ à l'étranger

Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine

25, rue Jarry Ouest, Montréal, Québec, H2P 1S6

Téléphone : (514) 387-2541 • Télécopieur : (514) 387-5550

Le Caminando est le bulletin du Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine. Il est publié quatre fois par année.

Adresse : 25, rue Jarry Ouest, Montréal, Québec, H2P 1S6

Téléphone : (514) 387-2541 • Télécopieur : (514) 387-5550

Comité de rédaction : Jean Greffard, Clotilde Lemay, David Poirier, Jean-Claude Ravet et Jean Robitaille. **Traduction :** Madeleine Perreault. **Collaborations :** Louise Boivin, Maurice Bolduc, Joëlle Chevrier, Benoît Fortin, Yvan Noé Girouard, Amid Gmati, Madeleine Perreault, José Maria Vigil. **Infographie :** Louise Gravel.